

MAINTENIR LES FILLES À L'ÉCOLE : QUELLES LEÇONS TIRER DES DIFFÉRENTS PAYS DU MONDE ?

27 mars 2025

INTRODUCTION

L'éducation des filles est un enjeu mondial majeur, et plus encore en Afrique de l'Ouest où les obstacles à leur maintien dans le système éducatif restent nombreux : mariages précoces, pauvreté, normes sociales discriminantes, manque d'infrastructures adaptées, entre autres. Pourtant, dans d'autres régions du monde, des stratégies ont permis de faire reculer ces freins de manière significative. C'est dans cette perspective que s'inscrit ce dialogue virtuel organisé par WATHI avec le soutien de l'ambassade d'Irlande au Sénégal : tirer des enseignements d'expériences internationales inspirantes, en mettant en lumière les facteurs clés de leur succès, les approches adoptées pour surmonter les défis, et leur potentiel d'adaptation au contexte ouest-africain. En donnant la parole à une spécialiste, ce dialogue vise à nourrir la réflexion collective sur les moyens concrets d'améliorer la situation des filles dans l'éducation en Afrique de l'Ouest.

L'éducation, en particulier celle des filles, constitue un enjeu fondamental pour le développement des sociétés. Selon les dernières estimations de l'UNESCO présentées dans le Rapport mondial de suivi sur l'éducation en 2023, cinq millions de filles supplémentaires ont achevé chaque niveau d'enseignement, de l'école primaire au deuxième cycle du secondaire. Bien que ces progrès soient encourageants, plus de 120 millions de filles dans le monde ne sont toujours pas scolarisées, et les disparités entre filles et garçons demeurent significatives. Il est donc impératif de redoubler d'efforts pour garantir une éducation inclusive et équitable.

Les acteurs concernés par cette problématique sont multiples. Si les familles, les enfants et les enseignants en sont les premiers maillons, les communautés, les gouvernements, les institutions éducatives et les organisations de la société civile jouent également un rôle déterminant dans la promotion et la préservation de la scolarisation des filles. Il est également important de souligner l'hétérogénéité des situations : les défis auxquels font face les filles en milieu rural diffèrent sensiblement de ceux rencontrés en milieu urbain, tant en termes d'accès que de qualité de l'enseignement.

Les obstacles à la scolarisation des filles sont variés et souvent interconnectés. Les contraintes économiques familiales constituent l'un des principaux freins, souvent aggravés par des normes culturelles discriminantes. Dans de nombreuses sociétés, l'éducation des garçons est perçue comme un investissement plus rentable, car ils sont destinés à occuper des emplois rémunérés. À l'inverse, les filles, souvent vouées au mariage et à la prise en charge du foyer, sont considérées comme moins prioritaires en matière de scolarisation.

Face à cette diversité d'obstacles, les réponses doivent être tout aussi variées et adaptées aux contextes locaux. Qu'il s'agisse de lutter contre la pauvreté, de remettre en question les normes sociales ou de renforcer les politiques publiques en faveur de l'éducation des filles, les solutions doivent être pensées de manière flexible et contextuelle pour produire des effets durables.

PANÉLISTE INVITÉE

Barbara Scettri, *Responsable mondial du programme d'éducation inclusive et de qualité, Plan International*

Modératrice

Marième Cissé, *Chargée de recherche à WATHI*

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Dans certaines régions du monde, les taux de scolarisation des filles et des garçons sont équivalents. En revanche, dans d'autres contextes, la situation reste alarmante. Si les contraintes économiques expliquent en partie cette disparité, l'environnement socioculturel joue également un rôle déterminant. Le mariage précoce demeure l'un des freins majeurs à la scolarisation des filles.
- Au Zimbabwe, par exemple, certaines communautés mariaient traditionnellement les filles très jeunes, entravant ainsi leur poursuite scolaire. Pour répondre à cette problématique, une approche flexible a été mise en place, consistant à leur fournir des outils spécifiques et des compétences de base, notamment en lecture, écriture et formation professionnelle, afin de favoriser leur insertion sur le marché du travail. Un système de garde d'enfants a également été instauré pour permettre aux jeunes mères de poursuivre leur formation. Cette initiative s'est accompagnée d'un travail de sensibilisation auprès des familles, soulignant l'importance de cette démarche pour l'avenir des filles. L'ensemble du processus a été conçu de manière inclusive.
- Il persiste une croyance selon laquelle les filles manqueraient de confiance en elles pour accomplir de grandes choses. Leurs voix sont souvent peu audibles, et le manque de soutien familial est particulièrement préoccupant. Cette absence d'encouragement les amène fréquemment à se limiter à certains métiers, comme l'aide domestique ou la coiffure, tandis qu'elles associent les professions de bureau aux garçons. Ces perceptions sont étroitement liées au modèle éducatif et au contexte familial. Pourtant, plusieurs rapports d'institutions internationales soulignent que tant que les sociétés continueront de favoriser les hommes en matière de conditions de travail et de rémunération, sans prendre en compte les besoins spécifiques des filles, un développement inclusif et durable restera inatteignable.
- La discrimination à l'égard des filles est présente à toutes les étapes de leur parcours scolaire. Dès la petite enfance, elles sont insuffisamment prises en compte. À l'école, elles ne reçoivent pas toujours le message qu'elles ont un rôle central à jouer dans le développement de leur pays. Les programmes scolaires manquent de mesures concrètes favorisant leur implication active. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces inégalités : l'accès aux outils numériques a davantage profité aux garçons, leur permettant de poursuivre leur apprentissage. À la reprise des cours, de nombreuses filles ne sont pas retournées à l'école.
- Le manque d'infrastructures adaptées à l'hygiène menstruelle constitue également un obstacle important à la scolarisation des filles, notamment en milieu rural.
- En matière de financement, un déséquilibre notable subsiste entre zones urbaines et rurales : ces dernières reçoivent généralement moins de ressources éducatives. La crise économique mondiale a par ailleurs considérablement affecté les budgets consacrés à l'éducation des filles.
- Enfin, un grand nombre de filles ne connaissent pas leurs droits ni les services auxquels elles peuvent prétendre. Ce déficit d'information limite leur accès à l'éducation et à la protection de base.

RECOMMANDATIONS

- Adopter une approche intersectionnelle de l'éducation afin de répondre à la diversité des besoins par des solutions adaptées et contextuelles. Les filles ne constituent pas un groupe homogène : chacune peut être confrontée à des problématiques spécifiques (pauvreté, handicap, origine géographique, appartenance ethnique, etc.) qui doivent être prises en compte dans l'élaboration des politiques éducatives.

- Renforcer l'implication des familles, des enseignants et des communautés dans la promotion de l'éducation des filles. La lutte contre les normes sociales discriminantes passe par des actions de sensibilisation ciblées. Les enseignants doivent être formés à ces enjeux, et les hommes et garçons doivent être activement impliqués dans l'évolution des mentalités pour soutenir la scolarisation des filles.
- Allouer une part significative du budget national à l'éducation inclusive, avec une attention particulière portée aux groupes marginalisés. Les politiques éducatives ne peuvent être mises en œuvre efficacement sans un financement adéquat, ajusté aux réalités des territoires et aux besoins des populations.
- Changer le narratif sur l'éducation des filles, en mettant en avant les bénéfices pour les familles et la société dans son ensemble. La valorisation de modèles féminins de réussite, notamment dans les zones rurales, contribue à renforcer la légitimité de la scolarisation des filles. Le recrutement d'enseignantes ou d'assistantes pédagogiques locales peut jouer un rôle clé en offrant aux élèves des références positives.
- Encourager les organisations de la société civile à mener des évaluations d'impact, afin de disposer de données chiffrées solides à présenter aux partenaires, notamment du secteur privé. Ces preuves tangibles renforcent la crédibilité des initiatives et favorisent la mobilisation de financements.
- Développer les services facilitant l'autonomie des filles dans leur parcours scolaire, en particulier en matière d'hygiène et de santé. Cela inclut l'installation de toilettes équipées de protections hygiéniques, la création d'infirmeries scolaires, la mise en place de garderies pour les jeunes mères, l'organisation de transports sûrs et l'aménagement de potagers scolaires comme sources de revenus complémentaires. Ces mesures permettent de lever de nombreux freins structurels à la scolarisation.

CITATIONS DE L'INVITÉE

« Lorsque les filles sont à l'école, elles doivent se sentir écoutées, valorisées et conscientes du rôle qu'elles ont à jouer. Nous devons également impliquer les garçons et les hommes dans ce processus, afin qu'ils deviennent des alliés engagés pour l'éducation des filles. » Barbara Scettri, Responsable technique mondiale pour une éducation inclusive, de qualité et transformative en matière de genre, Plan International.

« Le défi ne se limite pas à l'accès à l'école : il concerne également le maintien des filles dans le système éducatif, condition essentielle pour combler les écarts persistants avec les garçons. Des avancées ont été réalisées, notamment au niveau de l'enseignement primaire, où la parité est désormais atteinte dans plusieurs contextes. » Barbara Scettri, Plan International.

« Il est impératif d'identifier de nouvelles solutions et de développer des partenariats innovants pour financer l'éducation, y compris avec le secteur privé. Ce dernier doit toutefois rester un partenaire, et non devenir un acteur dominant qui imposerait ses propres approches. » Barbara Scettri, Plan International.

« Il est indispensable de renforcer les filets de sécurité pour les familles, en soutenant notamment leurs moyens de subsistance. Il existe d'excellents exemples, notamment dans le domaine de l'agriculture verte, qui sont durables et permettent aussi de faire face aux effets du changement climatique. » Barbara Scettri, Plan International.

« L'ensemble de la communauté doit s'engager en faveur de l'éducation des filles et des autres groupes marginalisés, dans une logique de valorisation de la diversité sans pour autant opposer filles et garçons. » Barbara Scettri, Plan International.

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

